

## CRISE DU POUVOIR À L'ÈRE DÉMOCRATIQUE EN AFRIQUE: LA POLITIQUE DE GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS EN QUESTION

**DENON Barnabé**

Maître de Conférences  
Enseignant-Chercheur  
Université d'Abomey-Calavi (Bénin)  
Département de Philosophie  
[bardenon@yahoo.fr](mailto:bardenon@yahoo.fr)

**GBEGNON Aurélien Videkon**

Assistant  
Enseignant-Chercheur  
Institut Catholique Missionnaire d'Abidjan (Côte d'Ivoire)  
[gbegnonaurelien@yahoo.fr](mailto:gbegnonaurelien@yahoo.fr)

**Résumé:** Depuis 1990, la démocratie en Afrique est devenue le régime politique prisé, qui permet de se donner une certaine visibilité sur le plan international. Le respect des normes démocratiques n'est pas aisé, aussi bien pour les gouvernants que les gouvernés. Chacun en fonction de la position qu'il occupe développe des ressentis qui impactent l'expression démocratique dans son essence. La situation de crise à laquelle la gouvernance en Afrique est confrontée, dénote de circonstances et facteurs aussi bien endogènes qu'exogènes. La démocratie en Afrique est malade des acteurs politiques qui font et défont la réalité politique compte tenu des enjeux du moment. La bonne régulation n'étant plus possible, des antagonismes surgissent et perturbent le fonctionnement normal de la vie institutionnelle. On peut alors en toute légitimité se poser la question de savoir si l'option démocratique de la plupart des pays africains ne relève pas plus d'un luxe que d'une volonté réelle d'asseoir ce régime politique ?

**Mots-clés :** Crises, Pouvoir Politique, Démocratie, Gouvernance, Afrique

### **Crises of power in the democratic era in Africa: the governance policy of the said societies**

**Abstract:** Since 1990, democracy in Africa becomes the popular political regime which confers a certain visibility on the international level. The democratic exigencies are not easy, both for those who govern and those who are governed. Each person, depending on the position they occupy, develops hard feelings that impact democratic expression in its essence. The crisis situation facing political governance in Africa reflects both endogenous and exogenous circumstances and factors. Democracy in Africa is sick of political stakeholders who make and break political reality given the stakes of the moment. As good regulation is no longer possible, antagonisms arise and disrupt the normal functioning of institutional life. We can then legitimately ask ourselves whether the democratic option of most African countries is not more a luxury than a real desire to establish this political regime.

**Keywords :** Crises, Political Power, Democracy, Governance, Africa.

## **Introduction**

La démocratie en Afrique fait suite aux difficultés socio-économiques des régimes politiques africains où les populations ont commencé à réclamer plus de liberté, de respect des droits de l'homme, et de l'acceptation de la différence d'opinion. Ce contexte nouveau, fait délier les langues, libère les énergies pour que s'affirme désormais dans une diversité enrichissante l'animation politique. Fort de ses principes de justice sociale et d'égalité, la pensée populaire a tôt fait d'épouser un environnement politique démocratique, au détriment du choix autocratique des régimes politiques d'alors. C'est donc sous une pression populaire que la démocratie s'est instaurée dans la gouvernance politique en Afrique. Il n'est alors pas surprenant que ce régime politique connaisse des soubresauts.

La démocratie est un régime politique qui fonctionne à partir des règles bien définies. Et si les pays africains font l'option de s'y engager, il s'impose à eux de respecter ces règles telles qu'établies. Les règles étant universelles, tout pays qui entreprend la voie démocratique doit alors se plier aux dites règles. Mais en Afrique, les crises de gouvernance qui s'observent, découlent de l'animation de la vie démocratique. En effet, on observe des manœuvres d'interprétation des règles démocratiques qui visent à dénaturer le régime politique dans son mode de fonctionnement. Ce faisant, la démocratie en Afrique étale des insuffisances dont se servent les gouvernants pour perdurer au pouvoir. Cet état de chose constitue un véritable problème pour la survie démocratique des nations africaines.

Cette recherche vise à déterminer les considérations subjectives de la gouvernance qui déteignent sur le régime politique démocratique en Afrique. En conséquence, un mal être social s'installe. Si tant est que l'animation de la vie démocratique répond à des règles universelles, l'adoption de ce régime politique en Afrique ne saurait échapper aux mêmes exigences. La pratique démocratique est pour ainsi dire la manifestation de l'appropriation des règles de gouvernance auxquelles tout gouvernant doit se conformer. Mais il s'avère que des considérations d'intérêts personnels surgissent, mettant en péril l'idéal démocratique.

Cette étude qualitative pose le problème du respect des principes démocratiques dans les pays africains. La démocratie, pouvoir par excellence exercé par le peuple souverain, est prise au piège des manipulations. Bien que l'idéal démocratique soit prôné, la réalité dans un certain nombre de pays africains laisse perplexe. Les tentatives de récupération sont évidentes dans la manipulation des textes et des opinions.

La démocratie en Afrique est tombée sous le coup de la subjectivité, puisque le détenteur du pouvoir peut soumettre à son dictat les institutions républicaines de contre-pouvoir. Dans ce contexte, les interprétations les plus osées sont faites pour légitimer les déviations et dérapages. Les populations se perdent en conjecture et se vouent malgré elles à l'autorité. La malice politique a gangrené la démocratie en Afrique au point de lui faire perdre tout son prestige.

## **1. Les considérations sur l'adoption de la démocratie en Afrique**

### **1.1. Les premières expériences de gouvernance**

Au lendemain des indépendances, les pays africains ont amorcé la gouvernance par eux-mêmes, de leur espace national de vie. C'est dans un sentiment de liberté retrouvée que chacun des pays, avec des leaders dits éclairés s'est engagé dans l'approche de gouvernance supposée viable pour

la communauté nationale. La fierté est de se savoir gouverné par un africain, relativement imbu des subtilités du pouvoir. «Au bout de trente années consacrées à détruire les préjugés du colonisateur, l'Afrique, pour n'avoir fait que cela, s'est terriblement momifiée, et a attrapé des tics régressifs dont elle se débarrassera difficilement» (A. Kabo, 1991, p. 37-38). Avec de fortes prétentions et la mobilisation populaire autour des enjeux et défis du développement, l'évidente pauvreté a contraint à solliciter l'aide du colonisateur, qui en réalité n'est jamais resté éloigné de la gouvernance politique. Acteur de l'ombre, le colon a maintenu sa mainmise sur la vie politique dans la plupart des pays africains, et de façon subtile, il a été au cœur des intrigues politiques en République Démocratique du Congo, au Tchad, au Togo, au Ghana. De façon malicieuse, le même colon a rendu possible les oppositions ethniques au Rwanda et au Burundi, au point de prendre une allure dramatique avec le génocide. «En d'autres termes, les Africains paraissent peu enclins à effectuer des analyses auto-centrées sur leur arriération» (A. Kabou, 1991, p. 29). L'indépendance des pays africains s'assimile bien à un cadeau empoisonné. Les circonstances étaient réunies pour que les pays africains ne puissent pas s'assumer convenablement, et répondre aux besoins vitaux des populations.

Un tel contexte ne peut que faire creuser le faussé de la discorde entre les fils et filles d'un même pays. Et conséquemment, la vie politique africaine bascule dans des intrigues et la mésentente. L'Europe se retrouve dans la manipulation et se conforte dans le rôle de faiseur de Roi en Afrique. Alors pour accéder au pouvoir en Afrique, l'Europe et notamment la France doit donner sa bénédiction. L'image du politicien africain est alors, celle d'un enfant qu'on assiste et guide, incapable de faire lui-même les choix conséquents. Cet assistanat n'est pas resté sans conséquence sur la gouvernance en Afrique. Le regard tourné vers l'Europe, c'est un réflexe de mendicité qui dénie tout pouvoir de décision à l'acteur politique africain.

## **1.2. L'instauration de régimes politiques dictatoriaux**

L'héritage colonial de la gouvernance politique s'est avéré lourd à gérer par les jeunes leaders africains, aussi ambitieux que déterminés. Car, les rivalités au sein de la classe politique n'ont pas tardé à s'étaler au grand jour. Le manque de culture politique des dirigeants africains, ajouté à l'absence de tradition démocratique ont donné une allure tragique à l'affirmation des ambitions politiques. Les relents ethniques et la course aux intérêts particuliers ont davantage accentué le faussé, opposant des frères dans des situations de confrontation directe aux conséquences inimaginables. Avec la succession effroyable de coups d'Etat dans certains pays, on a pu identifier des enfants malades de l'Afrique, à l'exemple du Nigéria et du Dahomey.

Pour encadrer au mieux les sensibilités politiques et adopter la posture de gouvernant moderne, les partis politiques ont été créés, mais la tendance à dominer en a fait des partis uniques. Les prétentions excessives du pouvoir ont fait naître des polices politiques secrètes pour accomplir les sales besognes. Elles sont impitoyables envers les opposants, utilisant des méthodes avilissantes telles que des enlèvements, des assassinats, des crimes de tout genre. La logique politique qui prévaut s'oppose à toute contradiction, étouffant les initiatives de remise en cause à travers une chasse aux contestataires. Pour beaucoup d'opposants, la seule alternative est de s'exiler. C'est ainsi que des régimes absolus et autoritaires ont émergé et ont martyrisé une frange importante de la nation. Opérant par la force, ce régime politique érige l'arbitraire en mode gouvernance au désarroi des autres citoyens privés de l'usage de la force. Malheureusement, la compétence se transforme en force physique qui cache les insuffisances intellectuelles. Cette force est précaire : « Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir» (J. J. Rousseau, 1996, p. 48).

L'influence exercée sur les citoyens réside dans la quête du populisme adossé à une idéologie qui s'enlise dans la flatterie des dirigeants, et l'évocation de leurs actions politiques. L'échiquier politique africain a donc survécu sous la férule du « timonier national », arrosé de louange et de gloire par une population dont la conscience est endormie par les slogans révolutionnaires. «L'Afrique est donc, plus que jamais, le lieu où «les leçons maladroitement apprises renforcent l'arriération initiale, et laissent pantois devant d'apparents revirements»» (A. Kabou, 1991, p. 75). En faisant rêver ainsi la masse, les alliés du pouvoir s'enrichissent au détriment de la grande masse laborieuse. En conséquence, les libertés démocratiques sont ballonnées, et on prétend converger les volontés vers un idéal d'unité nationale.

L'occupation de l'arène politique par les militaires s'est opérée de façon opportuniste, et parfois sur sollicitation des civils et intellectuels sans moyen d'action. Les circonstances sociales étant délétères, les militaires sont appelés à agir pour libérer le peuple opprimé et abusé. Ces militaires font généralement irruption sur la scène politique, avec la vive détermination de rendre justice en libérant le peuple asservi. Mais il s'avère qu'une fois au pouvoir, ils y prennent goût et tendent à leur tour à y rester. Et la salubrité politique promise se transforme en une farouche volonté de conduire les affaires publiques en gérant le pouvoir d'Etat. Ce fut le cas du général Robert Guéï en Côte d'Ivoire, qui, avec une prétention de «balayer la maison», a fini par s'y installer, dans une perspective de sauver une situation sociale, économique et politique désastreuse. L'irruption des militaires sur la scène politique en Afrique, bien que souhaitée pour rétablir l'ordre, semble généralement s'éterniser avec des méthodes d'actions violentes. Seul le général Amadou Toumani Touré au Mali a joué ce rôle de restauration de l'ordre républicain et a passé la main à un régime civil démocratiquement élu.

Pour s'imposer, les militaires instaurent des régimes politiques forts, ne lésinant pas à avoir une main très lourde envers quiconque s'érigerait comme obstacle. Le souverain organise à sa guise tous les pouvoirs de manière que sa gouvernance ne soit pas ébranlée. Dans un pareil environnement, tout le monde doit se soumettre au risque d'être broyé par le pouvoir en place. Plus aucun citoyen n'a de droit particulier, en dehors de ce que le régime lui concède et qui ne présente aucun risque pour lui. Ainsi, le pouvoir devient un véritable instrument d'oppression des gouvernés.

### **1.3. De la dictature à la démocratie**

La récurrence des coups d'Etat n'a pas véritablement apporté à l'Afrique les solutions pour son développement. Bien au contraire, l'instabilité politique s'est érigée sur fond de crise sociale. Le peuple en est sorti meurtri et terré dans la peur. Ceux qui osent encore afficher leurs ressentiments dans les pays africains sont rares, et ne se prononcent que quand ils se sentent en sécurité à l'extérieur de leur pays. Même les conflits entre militaires s'observent, et aucun régime n'est assez huppé pour se maintenir longtemps au pouvoir. La crainte est alors quasi permanente.

L'échec de la gouvernance politique des Etats africains relève d'une évidence, et l'étau a commencé à se resserrer contre les régimes dictatoriaux. Le peuple affamé et moralement atteint commence à oser, à prendre des risques en contestant l'ordre politique établi. Et progressivement, les gouvernants aussi perdent leur verve dans l'incapacité à pouvoir honorer les salaires des fonctionnaires, les bourses des étudiants, la survie alimentaire des populations.

Au-delà de ces raisons objectives, la géopolitique internationale de l'antagonisme des deux blocs idéologiques et notamment l'effondrement du communisme a fortement ébranlé les régimes

politiques en Afrique. Les syndicats et les populations réclament des droits et bravent le pouvoir. La menace se fait persistante, et surtout avec l'Occident qui commence à modérer son discours et à en appeler à plus d'espace de liberté et de démocratie. C'est dans ces conditions que la dictature marxiste-léniniste a succombé au Bénin. Les forces vives ont été en conséquence invitées à tenir des assises nationales, qui ont regroupé les diverses sensibilités politiques.

La décennie quatre-vingt-dix a été alors celle des conférences nationales pour élargir le débat national à toutes les sensibilités politiques, afin de requérir l'adhésion de tous à la construction du pays. Et le Bénin a pu tenir le pari de ces assises en une dizaine de jours. Mais puisque le cycle des conférences est apparu comme une solution du moment pour contrer la fronde populaire, les dirigeants ont tôt fait de la tourner en dérision. Des débats interminables qui durent sur plusieurs mois sans un aboutissement conséquent se sont engagés au Togo, au Zaïre, au Gabon, etc... L'ouverture démocratique souhaitée par les populations n'a pas pu se réaliser dans ces pays. Les anciens dictateurs se sont arrangés pour s'adapter au nouveau conteste politique en imprimant une autre dynamique d'appropriation du pouvoir, qui se veut démocratique. L'éveil démocratique a beaucoup plus consisté en des principes martelés et qui s'apparentent à des manipulations et interprétations hors de tout entendement.

La démocratie africaine de la décennie quatre-vingt-dix a été à juste titre qualifiée de luxe par l'ancien président français Jacques Chirac. L'évolution de l'environnement démocratique sur le continent semble lui donner raison. Car on se rend aisément compte que les acteurs démocratiques en Afrique, continuent d'entretenir une confusion dans la perception de ce régime. Autant les populations ne sont pas mûres, autant les gouvernants ne sont pas à la hauteur des attentes. C'est dans une grande confusion que l'espace politique démocratique se déploie, laissant les peuples dans le désarroi. « L'histoire de l'Afrique n'est qu'une suite de contradictions entre les effets positifs des politiques d'expansion internes et la coagulation des consciences identitaires originelles» (A. Kabou, 1991, p. 174).

## **2. Crises de la démocratie en Afrique**

### **2.1. Démocratie africaine, émanation de la volonté populaire**

Fort d'un passé politique tumultueux et délirant, les populations africaines n'ont pas cessé de rêver d'un environnement démocratique où leurs droits élémentaires seraient respectés. Profitant alors des revers consécutifs des pouvoirs publics avec de lourdes conséquences au plan économique et sur les conditions de vie, la pression populaire va obliger les gouvernants à enclencher la voie de la démocratie. La démocratie en Afrique relève plus de la volonté populaire que de la détermination des dirigeants politiques. Pour ces derniers, la volonté de s'éterniser au pouvoir est manifeste au point où, toute compétition électorale apparaît comme un exercice suicidaire. Le partage de pouvoir résonnant mal, la stratégie est à la mainmise sur les institutions républicaines. Face donc à ce vent de contestation, les dirigeants vont trouver le moyen subtil d'apaiser et faire preuve d'un peu de souplesse. Cette pression populaire vient à l'antipode de leur conception du pouvoir, où ils détiennent le droit de vie et de mort sur leurs sujets.

Cette conception du pouvoir est dépassée. Le temps des monarchies ou des tyrannies est révolu. Le leader intelligent et à l'esprit moderne ne restera pas indéfiniment au pouvoir. Il sait que la relève est inévitable puisque nul n'est indispensable. Il rejette l'idée après moi le déluge. Sensible aux aspirations démocratiques des populations, il respecte le droit des autres qui aspirent au pouvoir (L. Kaba, 1995, p. 101).

En fait, la tradition africaine conçoit le pouvoir politique comme une question providentielle, et par conséquent, d'émanation divine. Dans cette optique, le dirigeant exerce un pouvoir sacré qui lui donne une prééminence sur tout. Cette conception a prévalu dans une transition mal assurée de l'ère coloniale à l'accession aux indépendances. Il paraît ainsi évident que l'esprit de gestion démocratique ne relève pas de la tradition politique en Afrique. C'est pourquoi, les pressions intérieures et extérieures en faveur de la démocratie ont été éprouvantes pour les dirigeants africains. Mais puisque le contexte l'exige, chaque leader politique trouve l'alternative plausible pour ne pas se dissoudre dans le mouvement ambiant des revendications populaires. Certains chefs d'Etats, connus pour leur hostilité aux exigences démocratiques ont dû changer de discours et réaménager le système politique sans toutefois concéder au peuple toute la faveur démocratique. En essayant de se maintenir aux commandes, des espaces de liberté ont été accordés par la création de partis politiques au détriment de partis uniques ; l'organisation des élections avec une pluralité de candidatures ; la liberté de parole, de réunion, et d'association. Les anciens pouvoirs dictatoriaux, tout en ouvrant la brèche, se sont évertués à avoir leur emprise sur le dispositif électoral. Bien que les élections se fassent régulièrement, la crédibilité des résultats continue d'être un véritable problème. Les diverses contestations amènent à se demander si le suffrage du peuple est respecté.

## **2.2. Le simulacre de démocratie en Afrique**

Le régime politique démocratique, appelé de tous les vœux par les populations, subit des manipulations qui en disent long sur les intentions réelles des dirigeants africains. Conçu pour permettre au peuple de se prononcer dans le choix de ses dirigeants et de bénéficier des droits et libertés définis par la loi suprême, la démocratie en Afrique se saborde et en se confondant au détenteur du pouvoir. La démarche politique dans les démocraties en Afrique consiste à se battre pour placer des partisans à des niveaux de décision, mettant ainsi à mal la transparence et l'équité dans les jugements et délibérations. Cette manière de faire, participe de la fragilisation des institutions républicaines sensées arbitrer et réguler la vie de la nation. Ainsi, les Conseils Constitutionnels, juges en dernier ressort, détiennent un pouvoir qu'ils manipulent pour l'intérêt de celui qui les a promus. Et puisqu'ils doivent leur nomination à la largesse du Chef de l'Etat, ils lui doivent obéissance et soumission. En août 2023, le Gabon s'est honteusement illustré de la sorte, et le Conseil Constitutionnel a proclamé des résultats qui ne reflètent nullement le scrutin des électeurs. Il s'agit des résultats concoctés hors des urnes, sous le regard impuissant des observateurs et de la communauté internationale. La hiérarchie militaire a dû sortir de sa réserve pour mettre fin à ce régime par un coup d'Etat, largement salué et ovationné par les populations.

L'esprit démocratique et d'alternance a amené bon nombre d'Etats africains à inscrire dans leur constitution, la limitation du nombre de mandats à deux. Mais le constat est récurrent qu'à la faveur des révisions de constitution initiées par les gouvernants, on remet le compteur à zéro, considérant que la constitution révisée rime avec la naissance d'une nouvelle République. Et par conséquent, c'est en ce moment que le président déjà en fonction commence son premier mandat. Aussi, Allassane Dramane Ouattara a-t-il pu démarrer une nouvelle République avec la Côte d'Ivoire, malgré ses dix années de pouvoir. Dans la même approche, son homologue guinéen Alpha Condé a dû se résigner au *dickta* des militaires qui l'ont déposé. « L'inflexibilité des lois, qui les empêchent de se plier aux événements, peut en certains cas les rendre pernicieuses et causer par elles la perte de l'Etat dans sa crise » (J. J. Rousseau, 1996, p. 141).

Ces pratiques qui s'observent dans le contexte démocratique en Afrique, ont contribué à ternir l'image des institutions républicaines. Au lieu qu'elles servent de contre-pouvoir, elles sont

devenues des institutions inféodées au pouvoir. Par elles, les gouvernants arrivent à se maintenir au pouvoir, remettant en cause le principe de l'alternance démocratique. Dans une démocratie où les institutions de contre-pouvoir n'existent que de nom, la vitalité politique s'avilit et inexorablement la déchéance dicte sa loi. Cette volonté manifeste de bâtir la démocratie en Afrique autour des hommes forts et non des institutions fortes, est préjudiciable au système politique. N'est-ce pas cette carence que souligne Pierre Calame, lorsqu'il fait un plaidoyer en demandant de redonner à la démocratie son sens profond: «Il faut retrouver le chemin d'une démocratie vraie, d'une démocratie substantielle redonnant à chacun d'entre nous, et à la communauté prise dans son ensemble, le sentiment d'avoir prise sur la destinée collective» (P. Calame, 2012, p. 13).

Par ailleurs, la pluralité d'expression qui fait le charme de la démocratie, pose problème en Afrique et il est question de tout faire pour que le jeu démocratique soit maîtrisé en faveur de ceux qui gouvernent. Cette tendance s'observe à travers l'élimination des candidatures qui peuvent constituer un obstacle à l'atteinte des objectifs des gouvernants. C'est alors l'occasion pour revisiter les lois électorales, y introduire des modifications taillées sur mesure. Les paramètres d'exclusion rendent ainsi inéligibles les opposants à la carrure inquiétante. Il s'agit des critères subjectifs d'exclusion des opposants au régime. Ce fut le cas au Bénin en 2019, où cette législature n'était composée que des députés de la mouvance présidentielle. Cette Assemblée Nationale a été qualifiée de « Parlement monocolor ». Les manœuvres s'assimilent à une forme de confiscation de la démocratie. On est alors en droit de se demander si le modèle démocratique tant désiré ne s'est pas essoufflé?

### **2.3. Essoufflement du modèle démocratique africain**

Le modèle démocratique africain, tel qu'il se présente ne peut pas prospérer. Les signes d'essoufflement sont évidents et c'est finalement le même peuple qui en souffre. La volonté de démocratie, manifestée par les populations au début des années quatre-vingt-dix se vit dans la douleur. Car l'orientation prise par la gouvernance étatique dépouille la démocratie de son essence, et «(...) de dessaisissement en dessaisissement des volontés particulières, la volonté générale est finalement exprimée par un seul homme qui prétend la faire coïncider avec le sens même de l'histoire» (A. Frossard, 1994, p. 128-129).

La démocratie qui se vit en Afrique est dénaturée, puisqu'une certaine forme de despotisme s'est érigée, prive le peuple de sa souveraineté et installe un déni des droits fondamentaux de la personne. Ce qui se passe est simplement une usurpation du pouvoir. Le peuple souverain ne peut plus objectivement user de son droit de trancher le débat politique. Des stratagèmes sont élaborés pour le contourner et s'exprimer en son nom. Au moyen de la force, le président se met au-dessus de tous, et en maître tout puissant, fait prévaloir sa volonté. Les institutions subissent des manipulations, d'autant plus que les règles de jeu démocratique sont biaisées. Au lieu de se maintenir au pouvoir par le suffrage du peuple, une fictive volonté populaire s'érige et en impose au régime démocratique en Afrique. Nombre de pays enregistrent des situations conflictuelles avec les conséquences suivantes: tuerie, conflits armés, exil forcé. Le non-respect des dispositions légales et éthiques de gouvernance en démocratie conduit inexorablement à aviver les ressentiments et oppositions de tout genre.

Les enjeux politiques de maintien au pouvoir sont si prononcés qu'aucune faille ne doit apparaître dans le dispositif électoral. Les commissions électorales autonomes ou indépendantes (selon le pays) ont perdu toute crédibilité. Car les pouvoirs politiques les ont transformées en machine électorale unidirectionnelle, acquise aux intérêts du détenteur de pouvoir. Et subséquemment les

textes qui régissent cette institution ne garantissent plus la transparence électorale et la sincérité du scrutin. Ces manœuvres s'assimilent à une infantilisation collective qui ne donne aucune valeur au jeu démocratique en Afrique. Les pratiques dénotent d'un appétit insatiable du pouvoir et font écrire les pages sombres et tristes de la politique dans les pays d'Afrique.

Les actes de barbarie et les faits belliqueux s'observent régulièrement dans le contexte démocratique en Afrique. De jour en jour, ce système politique est décrié et fortement critiqué par des citoyens traqués et sans moyen d'inverser le cours des choses. Au moment où le désespoir gagne la masse populaire, la voracité exponentielle des dirigeants, prêts à sacrifier des vies humaines pour se maintenir aux commandes prend de l'ampleur. Les divers signaux d'alerte qui s'affichent et qui font état de la mauvaise gouvernance politique démocratique poussent à se demander si les pays africains sont vraiment prêts pour ce type de régime politique.

La démocratie, pour une viabilité certaine, requiert vraiment des exigences éthiques. Mais la compatibilité entre morale et politique n'est pas évidente, car la subjectivité s'invite dans la gestion des hommes. C'est pourquoi, les limites humaines se transmutent rapidement en stratégie pour couvrir les tares et se donner une certaine prestance aux yeux des autres. La démocratie en Afrique a honteusement étalé des insuffisances parce que les gouvernants n'ont pas pu concorder leurs ambitions aux règles de fonctionnement du système. « L'Afrique est vraisemblablement condamnée à perdre du temps. A moins que la génération qui n'a connu ni la colonisation ni l'indépendance ne prenne rigoureusement les choses en main, les mentalités africaines resteront inchangées pendant longtemps» (A. Kabou, 1991, p. 44-45).

### **3. Les perspectives politiques pour une Afrique Nouvelle**

#### **3.1. La perception du pouvoir dans l'Afrique traditionnelle**

La société africaine a hérité d'un mode de vie et de gouvernance qui trouve sa source dans la tradition. Cette tradition, léguée de génération en génération a pendant longtemps structuré l'organisation sociale. La culture de la société africaine varie en fonction des ères et civilisations. A l'origine, l'exercice du pouvoir traditionnel n'était pas bâti sur des principes démocratiques. La dévolution du pouvoir se faisait sur consultation des entités divines, qui ont le pouvoir d'attribuer la charge de conduire les hommes. Par la divination, l'oracle est consulté pour identifier celui à qui échoit le pouvoir. A défaut, la responsabilité se confond au droit d'ainesse, qui relève d'une grande importance dans la société traditionnelle africaine. Car si l'aîné jouit de ses facultés et est valide, il lui revient d'assurer tout naturellement la responsabilité sociale. La question de pouvoir en Afrique ne connaissait donc pas de compétition telle que la démocratie l'exige. L'essence du pouvoir étant divine, tout le monde se plie aux recommandations de l'oracle, qui ne sauraient être transgressées. La soumission et l'obéissance à l'autorité qui exerce le pouvoir dans le contexte social africain sont des attitudes indispensables pour tout citoyen. Le pouvoir étant sacré, y accéder relève d'une mission ou d'une charge hautement valorisante, et qui échappe aux considérations et manipulations humaines. En Côte d'Ivoire, jusqu'à sa mort, le président Félix Houphouët Boigny n'a cessé de dire que le chef de l'ethnie Baoulé, de son vivant, ne connaît pas son successeur. C'est dans cette vision qu'il ne s'est jamais préoccupé de sa succession à la tête de l'Etat. La tradition étant ainsi établie, il est difficile à l'Africain de s'y dérober.

Le chef traditionnel africain se conçoit à travers un conseil ou une cour qui accompagne le détenteur dans toute prise de décision. Chacun des membres de ce conseil a rang de ministre et gère un secteur bien défini sous l'autorité du chef traditionnel. Même si les décisions du souverain



s'imposent à tous, la gestion des affaires de la collectivité est collégiale. Le sens de l'autorité est très prononcé, et allégeance lui est faite en toute circonstance. Au-delà de l'aspect fonction, la gouvernance traditionnelle veille à la préservation de l'identité culturelle, caractéristique de la perception de la vie dans la cosmogonie africaine.

Au regard de ce qui précède, l'Afrique traditionnelle était profondément enracinée dans une dynamique d'organisation sociale typique et donc contraire aux préceptes occidentaux. La philosophie politique occidentale est pensée et conçue pour traduire des réalités d'un espace de vie différent à celui de l'Afrique. Il s'avère que l'introduction de la notion de régime politique aux déterminations variées constitue un facteur de perturbation et de déstabilisation du mode de vie africain. La liberté dans le contexte social africain se mesure à l'attachement et à l'allégeance à l'autorité, incarnation de la volonté des ancêtres. Car le chef traditionnel, par les rites d'initiation à son intronisation, détient des pouvoirs conférés par les ancêtres. C'est pourquoi, sa voie est en même temps la manifestation des divinités qui l'ont établi, et par conséquent, on ne peut que se plier à sa volonté. C'est dans une double perception que la tradition pose les dimensions du pouvoir en Afrique : pouvoir reçu des ancêtres et pouvoir destiné à assurer la continuité de la tradition.

### **3.2. Réalité politique actuelle en Afrique**

L'échiquier politique en Afrique ploie sous le poids des errements et choix inopportuns qui font perdre la boussole. Même si on peut se targuer d'une relative régulation de la vie politique au Ghana, au Libéria, en Afrique du Sud, et dans une moindre proportion le Sénégal, la plupart des pays africains sont en panne d'inspiration politique. Le modèle démocratique s'est essouffé, entraînant son lot de désagréments pour les populations. Le régime politique démocratique qui avait nourri beaucoup d'espoir, est apparu finalement pour les populations comme un autre mal, une autre souffrance. Il ne serait pas exagéré de dire que la démocratie en Afrique a déjà fait ses limites, avec l'ingéniosité des dirigeants qui ont trouvé le moyen de contraindre les libertés fondamentales et asseoir un régime qui fonctionne à leur profit. Les textes qui animent la vie démocratique en Afrique sont taillés sur mesure, éliminant d'office tous ceux qui peuvent constituer une menace aux ambitions hégémoniques des gouvernants. La mainmise sur les institutions républicaines ne permet pas au peuple souverain d'exprimer son suffrage librement. L'esprit est porté à la manipulation pour soumettre tous les acteurs qui jouent un rôle dans le processus électoral. Et en conséquence, les scrutins ne sont pas fiables et ne garantissent pas la paix. La multiplication des cas de manipulation explique l'irruption de l'armée sur la scène politique.

Dans les pays d'Afrique ayant connu des coups d'Etat au cours des trois dernières années, on a remarqué que les populations sont descendues dans les rues, ont envahi les artères pour manifester une liesse populaire. Cette intrusion des militaires dans l'arène politique perçue comme un soulagement pour les peuples privés de liberté, de la jouissance des droits fondamentaux. Les militaires sont portés en triomphe, et cela semble faire des émules un peu partout. Ce qui explique le niveau de dégradation politique, accentué par la pauvreté grandissante face auxquelles les populations sont sans moyen. Un climat de lassitude les gagne avec la dégradation continue et prononcée des conditions de vie. Cette situation est imputée aux gouvernants, à qui il est reproché de ne pas se préoccuper des peines et souffrances des citoyens. Mais fort de l'arsenal de confiscation du pouvoir, les dirigeants se murent dans le silence et affichent de l'indifférence.

Les nombreuses crises enregistrées dans la gouvernance politique des Etats africains se justifient par de criards dysfonctionnements. La mal gouvernance et l'apathie manifeste des institutions républicaines ternissent l'environnement politique et abandonnent le peuple à son triste sort. Dans

un cafouillage politique doublé de la dégradation du climat socio-économique, toute bouée de sauvetage est salutaire. Les remises en cause constitutionnelles s'expliquent donc par la détérioration des conditions de vie, qui ne laisse aucune perspective aux populations. Au comble du désespoir, si un audacieux arrive à inverser le cours des choses en reversant le pouvoir, les manifestations euphoriques traduisent un regain d'espoir. Au regard de cette situation, on s'aperçoit que la vie politique en Afrique s'est fourvoyée en s'écartant des standards démocratiques auxquels aspirait le peuple pour parvenir à un mieux-être.

### **3.2. Quelle alternative politique pour l'Afrique?**

L'exercice du pouvoir politique est avant tout, une mission qu'on assume. Et pour que cette mission soit convenablement exécutée, l'adoption d'une certaine attitude est indispensable. Car la gouvernance des hommes ne peut se révéler efficace que dans la mesure où les conditions d'épanouissement sont réunies. Les populations sont préoccupées par leur mieux-être, et il incombe à tout pouvoir politique d'œuvrer dans ce sens.

Le régime politique est caractérisé par une ligne idéologique qu'incarne une vision. Cette vision a pour perspective de concourir au mieux-être des populations. Les gouvernants africains sont –ils vraiment préoccupés de ce mieux-être ? Il n'en demeure pas moins que nous sommes sur le terrain de la politique, et par conséquent, là où se développent les stratégies et manœuvres pour atteindre des buts souvent inavoués. Même si gouverner les hommes est avant tout une question de compétence pour entraîner les autres vers un idéal, il va de soi que le leader politique incarne un dynamisme, une force et une capacité au bénéfice du corps social dans son ensemble.

Les régimes politiques africains s'étant enlisés dans un modèle de gestion politique inadapté au contexte socioculturel endogène, l'expérience de gouvernance est devenue périlleuse. Le pouvoir en Afrique est d'émanation divine et répond à la prédestination des ancêtres, ce qui explique les rites initiatiques indispensables à la prise de charge. La sagesse du pouvoir est celle incarnée par les ancêtres, et à laquelle la succession doit se déférer. La vision du pouvoir en Afrique étant de rester fidèle à la tradition héritée, elle est alors en porte à faux avec la conception occidentale du pouvoir. Pour les occidentaux, le pouvoir se conquiert à travers des idéologies qui consacrent des types de régime. Mais pour les africains, c'est surtout question de respect de la tradition à laquelle tout le monde se soumet. C'est pourquoi les régimes occidentaux, notamment la démocratie, ont du mal à fonctionner en Afrique et respecter les principes tels qu'établis. Il n'est donc pas possible de penser que la démocratie permettra de régler les problèmes de gouvernance en Afrique. D'ailleurs, Aristote trouvait que ce régime s'apparente à une déviation de la République (Aristote, 1983, p 103). Car en fait, le peuple qu'on s'évertue à mettre au premier rang ne gouverne jamais, et la volonté générale suppose que toutes les volontés particulières se sabordent.

Les crises du pouvoir politique en Afrique relèvent beaucoup plus des facteurs exogènes qui ne s'accommodent pas vraiment avec la conception du pouvoir dans le contexte africain. L'idée de pouvoir est avant tout une philosophie politique, une disposition d'esprit à porter une charge, une approche de gestion des hommes et structures. Pour gouverner au mieux les pays africains, il faut une culture politique enracinée dans la tradition et en harmonie avec le mode de vie endogène. Si cette condition n'est pas réunie, on note un écart des normes. Les repères selon lesquels les gouvernants opèrent déroutent les populations qui sont quant à elles modulées dans une perception différente. Puisque les attentes et discours entre gouvernants et gouvernés ne sont pas du même registre, la discorde et les incompréhensions se multiplient. Ainsi, la symbiose entre gouvernant et gouvernés souffre d'incohérence et de perspective partagée. Dans ces conditions,

il devient difficile de réaliser des compromis politiques et d'envisager des approches de solution dans l'unité. La rationalité politique amène à se convaincre qu'il faut trouver une autre voie à l'Afrique, qui lui permet d'être elle-même, de s'inspirer de son héritage politique, de se ressourcer dans l'essence du pouvoir. Toute entreprise politique qui ne se mettrait pas au cœur de la réalité socioculturelle serait vouée à l'échec.

## **Conclusion**

Dans un régime politique qualifié de démocratique, il est question de susciter un environnement d'expression libre dans le respect des droits dévolus à chaque être humain. Mais c'est à un déploiement de rapport de force qu'on assiste, avec des velléités de légitimation de l'arbitraire. Ainsi la violence politique s'installe comme moyen d'oppression et d'affirmation du pouvoir. Les droits humains sont systématiquement brimés, et les téméraires sont poursuivis, même dans leur exil. La crise du pouvoir politique en Afrique ne saurait laisser indifférent. Le défi actuel est de redonner espoir en pensant à un mode de gouvernance qui établit la concorde et l'harmonie entre les gouvernants et les gouvernés.

Le système politique propice à l'Afrique est celui qui établit un lien harmonieux entre le passé et le présent, entre la tradition et la modernité. Le drame de la politique en Afrique réside dans le reniement de soi, et une accommodation aux apports exogènes qui ont eu le mérite de déstructurer l'entité Etat-Nation. L'Afrique s'en sort aujourd'hui avec un corps social divisé, antagoniste, avec un individualisme à outrance. L'esprit occidental renforce le matérialisme et c'est la course à la richesse et à l'opulence.

## **Bibliographie :**

ARISTOTE, 1983, *La Politique*, Paris, Editions Gauthier.

ARON Raymond, 1987, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard.

CALAME Pierre, 2012, *Sauvons la démocratie ! Lettre ouverte aux femmes et hommes politiques de demain*, Paris, Charles Léopold Mayer.

EBOUSSI BOULAGA Fabien, 1993, *Les conférences nationales en Afrique noire: une affaire à suivre*, Paris, Karthala.

FROSSARD André, 1994, *L'homme en questions*, Paris, Editions Stock.

GAUCHET Marcel, 2002, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Autre Temps.

KABA Lansiné, 1995, *Lettre à un ami sur la politique et le bon usage du pouvoir*, Paris, Présence Africaine.

KABOU Axelle, 1991, *Et si l'Afrique refusait le développement?*, Paris, L'Harmattan.

MANENT Pierre, 2007, *Enquêtes sur la démocratie*, Paris, Gallimard.

ROUSSEAU Jean Jacques, 1996, *Du Contrat social*, Paris, Librairie Générale Française.

WEIL Eric, 2013, *Philosophie politique*, Paris, Vrin.